CDP court 6 mois – Juriste spécialisé en droit des entreprises en difficulté F/H



Référence de l'offre : jhgouaj9as
Intitulé : CDP court 6 mois - Juriste spécialisé en droit des entreprises en difficulté F/H
Date de publication : 10/11/2026
Filières : Juridique
Type de contrat : CDD
Catégorie de contrat : Cadre
Localisation de l'offre : Paris (75007)
Éligibilité télétravail : Oui
Régime de travail : Forfait
Prime variable sur objectif : Aucune
Encadrant : Non

DESCRIPTION DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

Le poste se situe au sein de la Direction des Affaires Juridiques et de la Conformité (la « DAJCD » ou la « Direction »).

Au sein de l'établissement public Caisse des dépôts et consignations, la Direction regroupe les activités de conseil juridique et fiscal, de la conformité et de la déontologie. La DAJCD compte aujourd'hui près de 255 collaborateurs permanents, dont 140 juristes, situés au 51 rue de Lille, Paris 7e.

La DAJCD, pilotée par un directeur et deux adjoints, sous l'autorité du Directeur général, assiste les directions et filiales de la Caisse des Dépôts et conseille la direction générale dans la conduite des affaires juridiques du groupe.

Le poste est rattaché au Département Contentieux, Règlement Amiable et Consignations comptant 18 collaborateurs.

Sous l'autorité du responsable du département Contentieux, Règlement Amiable et Consignations et en lien avec d'autres juristes du département, le juriste contentieux interviendra principalement dans le domaine des entreprises en difficulté (procédures préventives et collectives).

Enjeux / **Contexte du poste** :

Le juriste, en contact avec les directions métiers, conseille la CDC en matière d'entreprises en difficulté (en sa qualité d'actionnaire ou de prêteur) et représente ou pilote la représentation de la CDC dans les procédures préventives ou collectives en désignant, le cas échéant, les cabinets d'avocats et en élaborant avec eux les stratégies appropriées.

DESCRIPTION DU POSTE

Poste non encadrant

Il est attendu du titulaire de ce poste les missions suivantes :

- Analyse des problématiques juridiques posées et rédaction d'analyses ;
- Négociation/rédaction d'actes (mises en demeure, déclarations de créances protocoles transactionnels, protocoles de conciliation, …) ;
- Proposition/rédaction/validation des actes de procédures ;
- Instructions aux avocats, huissiers et auxiliaires de justice ;
- Participation, avec les directions opérationnelles, aux réunions de mandat ad hoc ou de conciliation ;
- Suivi des provisions (préparation et participation aux pré-comités et comités de provisions) ;
- Représentation de DAJCD devant les organes décisionnels (comités d'engagements) et rédaction de notes en vue de la prise de décisions ;

- Rédaction de fiches pratiques et de supports de formation et actions de sensibilisation ou de formation à l'attention des directions opérationnelles ;
- Veille juridique.

PROFIL RECHERCHÉ

La CDC fonde le recrutement sur les compétences en excluant tout critère de discrimination. Tous nos postes sont ouverts aux personnes en situation de handicap.

- Master 2 en droit des entreprises en difficulté
- Expérience minimum de deux années en cabinet d'avocats, au sein d'une étude d'administrateurs judiciaires ou de mandataires judiciaires ou dans un service juridique d'entreprise

Compétences spécifiques (GPEC EP) :

- Assurer la sécurité juridique

Compétences transversales (GPEC EP) :

- Rédiger
- Echanger / Négocier
- Garantir le service aux clients

Compétences liées au poste :

- Très bonne culture générale du droit
- Expertise particulière en droit des entreprises en difficulté et droit commercial
- Rigueur et efficacité dans l'exécution des missions
- Réactivité face aux demandes des clients et exigences des procédures
- Esprit de synthèse marqué
- Excellente expression orale et écrite
- Excellent relationnel et sens de la négociation